



Le travail social mobilisé !

Ensemble les 15 et 25 juin

Les travailleuses sociales et travailleurs sociaux assurent des missions d'intérêt général auprès des populations fragiles, précarisées, isolées. Leurs actions accomplies au quotidien, indispensables à la cohésion sociale, ne sont pourtant pas mises en valeur, peu valorisées, mal rémunérées. Les métiers du travail social souffrent d'un déficit de reconnaissance.

La période sanitaire et le climat anxiogène qui l'accompagnent, ont dégradé l'état psychologique, économique, social de la population. Même au cours de la période de pandémie et des confinements, les travailleuses sociales et travailleurs sociaux ont fait preuve d'un engagement professionnel sans faille. Elles et ils ont démontré leur sens du service public, leur créativité ainsi que leur sens des responsabilités pour assurer la permanence des missions de service public auprès des personnes vulnérables.

Depuis de nombreuses années, les travailleuses sociales et travailleurs sociaux des Conseil Départementaux dénoncent la dégradation continue de leurs conditions de travail.

Elles et ils se heurtent à l'impossibilité de répondre aux besoins des personnes accompagnées du fait de politiques publiques inadaptées et de l'insuffisance des moyens humains et financiers alloués.

L'actuel gouvernement, comme les précédents, applique une logique économique à court terme, gestionnaire et déshumanisée. Ainsi, les politiques sociales mises en place conduisent à un travail en mode dégradé pour toutes les missions, préjudiciable à la population.

Parallèlement, ces conditions de travail ont des conséquences indéniables sur la santé et la sécurité des professionnels du social (burn-out, bore-out, arrêt maladie, usure professionnelle, violences et agressions...).

Les Conseils Départementaux, pourtant chefs de file de l'action sociale et de la protection de l'enfance, se soumettent sans s'opposer à la pression financière exercée par l'Etat alors même que la Dotation Globale de Fonctionnement ne compense déjà pas l'investissement nécessaire à la mise en œuvre des politiques sociales.

C'est l'ère du moins disant social avec pour conséquence directe la mise en concurrence des opérateurs par le biais de *contrats à impact social* pour la protection de l'enfance, le handicap, les personnes âgées, dégradant la qualité du service aux usager-ères tout en portant atteinte à l'égalité d'accès aux droits sur le territoire.

Les différentes missions de protection de l'enfance, d'aide à la vie quotidienne, d'accès aux droits, celles liées au handicap, à l'insertion, ou en direction des femmes victimes de violences, les personnes âgées, etc., ne peuvent être sacrifiées au nom du diktat de la réduction des dépenses publiques.

Les professionnel.les du travail social ne peuvent plus être invisibilisé.es et non reconnu.es.

La FSU Territoriale exige :

-la reconnaissance concrète de leurs professions, de leurs métiers et de leur engagement quotidien envers la population, à travers entre autre l'attribution du grade Licence à tous.tes les professionnel.les diplômé.és.

-les moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions de service public avec l'attribution des moyens concrets aux collectivités locales, nécessaires à la mise en œuvre des politiques sociales.

-des salaires à la hauteur de leur qualification et de leur engagement. La FSU demande l'ouverture de négociations permettant une revalorisation conséquente des grilles de salaires pour les trois versants de la Fonction publique.

La FSU Territoriale appelle l'ensemble des professionnel.les du secteur du travail social à se mobiliser massivement :

-le 15 juin pour participer aux rassemblements et manifestations de la journée d'action Fonction publique en construisant des cortèges travail social au sein des défilés

-le 25 juin pour participer aux actions en marge des Assises nationales de la protection de l'enfance de Nantes.

Les Lilas, le 7 juin 2021



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**